

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Non au budget européen de régression sociale !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 15 février 2013

Démocratie & Socialisme

Le Conseil européen du 8 février, en dépit de l'opposition du président François Hollande, abaisse pour la première fois dans l'histoire le budget de l'Union européenne : l'objectif de 960 milliards est en deçà des préconisations initiales de la Commission européenne (1 033 milliards) et il accuse une baisse par rapport au budget précédent (994 milliards). En prenant en compte l'inflation le recul est encore plus grave. Et la structure même du budget est inquiétante en ce qu'elle ne dégage aucune perspective de relance. Comment encore se réclamer d'un « pacte de croissance » quand le budget pour une durée de 7 ans est orienté vers l'austérité ? Les droites européennes prennent là une lourde responsabilité historique.

Pourtant les signaux contraires ne manquaient pas :

1°) Même le FMI reconnaît le caractère contreproductif de la diminution des dépenses publiques en Europe, c'est suicidaire pour l'Union Européenne de se priver de marges financières pour les 7 années à venir quand tous les indicateurs économiques sont au rouge.

2°) Une déclaration commune des groupes des libéraux, du parti populaire européen et des socialistes et démocrates au Parlement Européen appelle à voter « contre » ce budget d'austérité.

3°) Les Jeunes Socialistes appellent l'ensemble des Eurodéputés du groupe des Socialistes et Démocrates à refuser ce budget. Le MJS le dit tout net : « Pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord ».

Il convient donc de mener campagne contre cette décision de rigueur budgétaire européenne, qui renforcera les égoïsmes nationaux et les politiques antisociales dans l'Union.

Que le Parlement européen prenne toutes initiatives qui puissent aboutir à un budget plus ambitieux susceptible de sortir l'Europe de l'impasse dans laquelle elle se met vis-à-vis des peuples.

Au bureau national du Parti socialiste du mardi 12 février, cette position a obtenu 14 voix contre une majorité de 20 voix en faveur du communiqué qui prenait acte en termes positifs du compromis trouvé au Conseil du 8 février. **Le débat est de nouveau ouvert dans les rangs du Parti socialiste sur la vigueur, l'urgence et la méthode pour contrer les choix néolibéraux en Europe et y opposer une Europe démocratique et sociale.**